

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
LEN GUERRE contre une
 association civile qui milite
 pour la transparence du
 processus électoral, s'il fallait

Connivences

Cette opposition n'a pas été
 élue comme telle, elle s'est
 constituée progressivement

l'inventer, on n'aurait pas su trouver meilleur symbole de la légèreté de l'engagement démocratique des gouvernants. Il est vrai qu'ils n'en sont plus à mettre des masques et que, s'agissant d'élections, la transparence n'est pas leur premier souci. Transparence? C'est quoi ça? Parlez-leur d'arrangements en coulisses, de manipulation de candidatures, d'abus de pouvoir, de découpage sur mesure et de prêt-à-voter, ça, ils savent faire. Et ne s'en cachent pas. Voilà la transparence made in Lebanon: l'opinion publique, le droit des gens, la liberté de choix, je m'en fous et je le montre.

Difficile dans ces conditions de garder intactes ses convictions démocratiques et de continuer à croire aux vertus des batailles électorales. Et pourtant, il le faut. Non pour cultiver l'illusion d'un changement immédiat. Mais, parce qu'il faut bien poser une première pierre quand on veut construire.

La deuxième pierre, plus exactement. Car, quoi qu'en disent les sceptiques, la première pierre a été posée dans le Parlement de 1992, si mal élu qu'il ait été, par cette minorité de députés qui, à un moment ou à un autre, ont su dire non. Non à l'amendement sur mesure de la Constitution, non aux dérives liberticides du gouvernement, non à une loi électorale en forme de patchwork. Qu'ils n'aient pas toujours eu gain de cause n'entame pas leur crédit. C'est ce que montre d'ailleurs le ralliement à cette démarche de nombreuses personnalités qui ont tiré les leçons de l'erreur de 1992. À l'inverse, il est piquant de voir comment les opposants au système détournent l'action de cette minorité parlementaire. Au lieu d'appeler à la récompenser, ils cherchent argument dans ses échecs ponctuels pour la pénaliser. Ce qui ne les empêche pas, mais ils n'en sont plus à une contradiction près, de se féliciter de la saisine du Conseil constitutionnel par ces députés qu'ils feignent de mépriser.

DANS LE FAUX PROCÈS QUI EST FAIT À L'OPPOSITION
 parlementaire, une donnée majeure est oubliée.

*Voilà au moins un enjeu clair:
 la présence au Parlement d'une
 minorité qui se pense désormais
 comme une opposition*

dans le combat parlementaire, dans la recherche d'alliances. Et c'est seulement au terme de la législature que l'action cumulée des députés opposants, chacun avec son individualité, en vient à définir une option réformatrice plus cohésive, maintenant proposée aux électeurs. Bien sûr, cette option aurait été mieux perçue si les élections avaient lieu dans d'autres conditions, s'il y avait eu assez de temps entre l'adoption de la loi électorale et les dates du scrutin pour forger des alliances à l'échelle nationale, si le découpage imposé n'avait pas été expressément pensé pour favoriser dans chaque circonscription les piliers du système. Mais on ne choisit pas toujours ses armes.

Voilà donc au moins, dans ces élections si floues, un enjeu clair: assurer la présence au Parlement d'une minorité qui se pense désormais comme une opposition et agit comme telle. Oh! il est bien modeste. Et bien moins grisant que les fantasmes de «libération» dont se gobergent d'éternels Don Quichotte de la politique. Il faut dire aussi que l'objectif à atteindre serait moins modeste et, en tout cas, plus facilement réalisable si cette autre opposition n'avait pas pris le parti d'une politique adolescente. Mais, comme s'il ne suffisait pas de se battre contre un pouvoir protégé par sa situation d'exception, il faut aussi se garder des attaques par derrière. Si l'opposition de «l'extérieur» avait choisi un boycott sélectif, en prônant l'abstention là où ne s'offre aucun choix réel mais en recommandant la participation là où il est possible de défaire des symboles du pouvoir, là on aurait pu comprendre et même approuver. D'ailleurs les électeurs, eux, vont le pratiquer spontanément, ce boycott sélectif.

DANS LE DÉBAT SUR LE BOYCOTT OU LA PARTICIPATION,



quelque chose sonne faux. Trop d'emphase! Trop de belles phrases! Trop de noirceur aussi. Car, si les choses étaient aussi noires que le prétendent les chevaliers du boycott, pourraient-ils eux-mêmes s'exprimer avec autant de virulence? À moins qu'il faille y voir autre chose, c'est-à-dire une connivence, il n'y a pas d'autre mot, entre le pouvoir et ceux qui se disent ses adversaires les plus résolus. Bah! cela montre après tout que même les «purs» savent, quand ils le veulent, faire des compromissions. L'essentiel, n'est-ce pas, c'est que les «traîtres» paient le crime de lèse-majesté. On connaît des motivations plus honorables. Mais, dans cette attitude, il y a plus grave qu'un opportunisme ponctuel: il y a que les adversaires du système, si véhéments qu'ils puissent paraître, finissent par y adhérer quand ils acceptent que rien ne soit fait pour l'amender. Tout ou rien, telle est la devise. Comme si le «tout» était encore possible!

Soyons clairs: ce ne sont pas les données internationales et régionales, ce n'est pas la puissance de la Syrie, ce ne sont pas les armes qui rendent ce «tout» impossible. C'est l'identité même des tenants du

tout ou rien. Même s'ils n'étaient pas ces politiciens faillis ou démissionnaires, ils ne pourraient pas utilement conduire la lutte pour le changement. Soyons encore plus clairs: l'heure où un front chrétien pouvait prétendre résumer à lui tout seul le Liban – ou le revendiquer pour lui seul – est passée. La prétention d'un certain milieu chrétien à se poser comme le défenseur exclusif de la souveraineté et de l'indépendance a toujours été inconvenante, en plus d'être périlleuse. Elle est aujourd'hui totalement improductive. Et reste tout aussi dangereuse.

QU'ON S'EN LAMENTE OU QU'ON S'EN FÉLICITE, IL FAUT BIEN FINIR PAR L'ADMETTRE: le Liban a changé et cela n'a rien à voir avec la présence syrienne. Que les chrétiens aient été à l'origine de cet État, qu'ils aient longtemps représenté le noyau du pays, nul ne songe parmi les musulmans à le contester, et c'est d'ailleurs l'une des significations profondes de l'accord de

Taëf. Mais cette conviction pourra-t-elle durer éternellement chez les musulmans si les chrétiens, eux, choisissent de désertir le Liban réel pour se réfugier dans la nostalgie amère d'un Liban imaginé?

Certes, tout le monde dans ce pays ne pense pas l'appartenance nationale en termes de dichotomie religieuse. Et c'est tant mieux, car il n'est pas d'autre voie pour construire un avenir commun à tous les citoyens. Mais si l'on veut y arriver un jour, et pas trop tard, il faut dès maintenant travailler sur ce qui est commun, et rien autant que les élections ne permet la construction de ces réseaux transcommunautaires sans lesquels il n'est pas de salut. C'est là une raison de plus, et peut-être la plus importante, pour ne pas désertir l'espace public au moment de l'échéance. Il sera toujours temps ensuite de songer à la présence syrienne.

Les adversaires du système, si véhéments qu'ils paraissent, finissent par y adhérer quand ils acceptent que rien ne soit fait pour l'amender

ON PEUT NÉANMOINS EN PARLER DÉJÀ, DE CETTE FAMEUSE «PRÉSENCE». Pour dire deux choses. Premièrement que, si le pouvoir syrien cherchait à tout prix à «dissoudre» l'identité libanaise, selon la formule favorite des tenants du boycott,

il aurait pu trouver des moyens autrement expéditifs et ce n'est pas l'Occident qui l'en aurait empêché. Deuxièmement que le terme d'«occupation» paraît un peu court pour caractériser ce réseau complexe d'intérêts et de liens, pas toujours nets, qui configurent aujourd'hui les relations libano-syriennes. Il ne s'agit pas ici de laver la Syrie d'une tache ou de défendre ses «réalisations» libanaises, mais tout simplement de rappeler que la focalisation sur les notions d'«occupation» et de «libération» empêche de comprendre la situation d'aujourd'hui et, par conséquent, de trouver la voie adéquate pour réaliser un vrai changement et parvenir à une indépendance concrète.

Cette voie, elle passe plus sûrement par la constitution d'un État de droit, que ne veulent ni les gens au pouvoir ni leurs associés/protecteurs, que par une fuite en avant. En dehors des institutions. Et des réalités.